

POUVOIR D'AGIR

En appui au cri d'alarme lancé par des élus locaux sur la situation des quartiers, et face aux difficultés croissantes qu'ils rencontrent,

Cinq réseaux de professionnels et de militants lancent un appel à l'union pour :

REPENSER ET METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE DE LA VILLE AVEC LES HABITANTS

AFIN DE...

Valoriser les capacités citoyennes des habitants... Accompagner leurs initiatives... Redonner confiance... Reconstruire le lien social... Permettre l'expérimentation... Stimuler l'innovation sociale... Valoriser la diversité sociale et culturelle...

**...NOUS AVONS PLUS QUE JAMAIS BESOIN
D'UNE VERITABLE VOLONTE POLITIQUE**

Rejoignez-nous !

**Et organisons en 2011
DES ASSISES POUR LA RELANCE D'UNE
POLITIQUE DE LA VILLE**

Contact: Collectif Pouvoir d'Agir

Fonda – 18 rue de Varenne 75007 Paris – 01.45.49.06.58

Ci-contre la lettre ouverte publiée par nos réseaux, en écho à la « Lettre à ceux qui ignorent les banlieues » signée en mai 2010 par Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et président de l'association des maires Ville et Banlieue.



LETTRÉ OUVERTE

« VALORISER LA CAPACITÉ CITOYENNE DES QUARTIERS POPULAIRES »

Les associations soussignées, acteurs de terrain de la politique de la ville, témoignent de la nécessité d'associer l'énergie et la créativité des populations concernées.

La crise sociale sans précédent que nous traversons jette une lumière crue **sur l'aggravation de la relégation sociale d'une partie croissante de la population**, sur le fossé qui se creuse, chaque jour plus infranchissable, entre le monde des inclus et celui des exclus. Ceux qui y sont assignés se trouvent non seulement dans l'incapacité d'accéder aux biens et services de l'espace public mais, plus gravement encore, dans l'incapacité de faire valoir leur droit d'y accéder.

Ceux qui se battent à leurs côtés, élus locaux, agents des services publics, associations, manquent de soutien et de reconnaissance de leur travail. Les habitants des quartiers se sentent ainsi délaissés, hors du champ de la représentation, invisibles, mis « hors jeu » de la vie publique, de la citoyenneté. Pas étonnant qu'ils ne croient plus à la capacité des politiques de changer leur situation.

Pourtant malgré le cumul des difficultés, ces quartiers possèdent **une richesse humaine et une créativité sociale considérables**. Leurs habitants y déploient nombre d'actes de solidarité, d'initiatives civiques et économiques, méconnues et laissées en friches par les politiques publiques.

A l'initiative de Claude Dilain, des maires de banlieue ont exprimé leur colère et alerté « ceux qui ignorent les banlieues ». En appui à ce cri d'alarme nous affirmons que **la politique de la ville doit d'abord reposer sur une volonté politique plus affirmée et sur davantage de solidarité nationale**, notamment sur le plan financier. **Elle a surtout besoin qu'on fasse place à une participation active des populations concernées.** Leurs initiatives et leurs associations doivent être sécurisées dans leur rôle de partenaires durables des politiques publiques. Sans la mobilisation de cette ressource, aucune « politique de la ville » ne peut réussir.

Nous devons franchir un pas que la France n'a jamais osé franchir, celui de l'« **empowerment** » : ouvrir aux habitants de ces quartiers l'accès à la capacité politique pour qu'ils soient les auteurs de la définition de leurs besoins et les coproducteurs des réponses à y apporter pour le développement social de leur territoire. Ne pas les enfermer dans un statut de consommateurs passifs des politiques publiques mais les reconnaître comme citoyens actifs capables de prendre collectivement en main leur propre développement et celui de leur environnement, de porter eux-mêmes leur parole et de conduire leurs projets. Compter sur leurs engagements, leurs convictions, leurs compétences. Bref appuyer cette reconquête de leur dignité civique, de leur pleine citoyenneté, et leur en donner les moyens.

Notre époque ne peut plus se satisfaire de mesures visant à acheter à la marge la paix sociale. C'est notre culture politique qu'il faut faire évoluer et transformer. Nous, acteurs de terrain des politiques de la ville, sommes prêts à relever ce défi.

Premiers signataires

- **Clotilde Bréaud**, présidente du Comité national de liaison des régies de quartier

Le CNLRQ regroupe 140 régies de quartier présentes sur le territoire national, qui mobilisent 2000 bénévoles et salarient 8000 habitants dans des missions de développement de leur quartier.

- **Pierre Garnier**, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France

La FCSF regroupe 1000 centres sociaux répartis sur le territoire français, dont 600 dans les quartiers populaires, et représente environ 10000 salariés et plusieurs centaines de bénévoles par centre social.

- **Claudine Camillieri**, présidente de l'Association nationale des directeurs de Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi

EUROPLIE regroupe plus d'une centaine de directeurs et techniciens de plans locaux (40% des PLIE existants) : les PLIE accueillent plus de 50 000 personnes chaque année et proposent des parcours individualisés vers l'emploi.

- **Francis Grandjean**, président du Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée

Le CNLAPS regroupe 330 associations et une dizaine de structures publiques habilitées dans le cadre de la protection de l'enfance, 3500 postes éducatifs (éducateurs de rue) implantés dans de nombreux territoires du pays.

- **Sylvie Rebière-Pouyade**, présidente de l'Inter-réseau des professionnels du développement social urbain

L'IRDSU regroupe 15 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et du DSU et 180 collectivités territoriales abonnées. Il touche 7800 professionnels et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, etc.)